Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

la CREUSE le Département

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# SOMMAIRE

INTRODUCTION
> 05 à 07

01
LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL
> 13 à 17

03
LES GRANDES TENDANCES POUR 2025
> 29 à 35

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# SOMMAIRE

PRÉAMBULE
> 09 à 11

02
COMPRENDRE LE PASSÉ
À TRAVERS L'ANALYSE RÉTROSPECTIVE 2022-2024
> 19 à 27

LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2026
> 37 à 43

04

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# INTRODUCTION

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

L'article L.1612-26 du Code général des collectivités territoriales prévoit que, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le(a) Président(e) du Département présente au Conseil départemental un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice à venir.

La loi portant **Nouvelle Organisation Territoriale de la République** (NOTRe) du 7 août 2015 a précisé les informations devant figurer dans ce rapport.

Le **débat d'orientations budgétaires** constitue un moment clé dans le processus de la préparation budgétaire. Il a pour fonction de **mettre au débat les politiques publiques conduites sur le territoire au regard des capacités financières de la collectivité.**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# PRÉAMBULE : LE PRINCIPE DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Le budget du Département se compose de deux sections : **la section de fonctionnement et la section d'investissement.**

La **section de fonctionnement** réunit, bien au-delà des seules **dépenses liées à l'activité des services départementaux** (frais de personnel, achats de fournitures, etc.), la très grande majorité des **crédits destinés à la mise en œuvre de nos politiques publiques** (quasi-totalité des dépenses d'action sociale, à l'image des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) ou des frais d'hébergement ; les crédits consacrés à l'entretien de la voirie, les dotations de fonctionnement allouées aux collèges, les participations versées aux organismes partenaires et satellites du Département (SDIS, Creuse Tourisme, MDPH, CAUE, etc.) ainsi qu'aux syndicats dont il est membre (Conservatoire Départemental Emile Goué, Cité Internationale de la Tapisserie, etc) ou encore les subventions accordées aux associations qu'elles soient culturelles, sportives ou autres). Ainsi, plus de **80% des dépenses inscrites au budget primitif émargent en section de fonctionnement.**

Il convient de noter dès à présent le poids prépondérant **des dépenses d'action sociale** (plus de la moitié) et des **frais de personnel** (plus d'un quart) dans le budget de fonctionnement.

Les **recettes de fonctionnement** regroupent quant à elles principalement les **impôts et taxes perçus par le Département, mais aussi les dotations** et **subventions** versées par l'État et les autres partenaires institutionnels, ou **encore divers produits de gestion courantes** (loyers, redevances d'occupation du domaine public, etc).

Les collectivités adoptent et exécutent leurs budgets en équilibre réel. Cela signifie que :

- **la section de fonctionnement est équilibrée** : l'épargne brute doit au minimum couvrir la dotation aux amortissements des immobilisations,

- **il n'est pas possible d'emprunter pour rembourser la dette** : le remboursement du capital de la dette est couvert par des ressources propres (épargne brute, recettes d'investissement (hors emprunt),

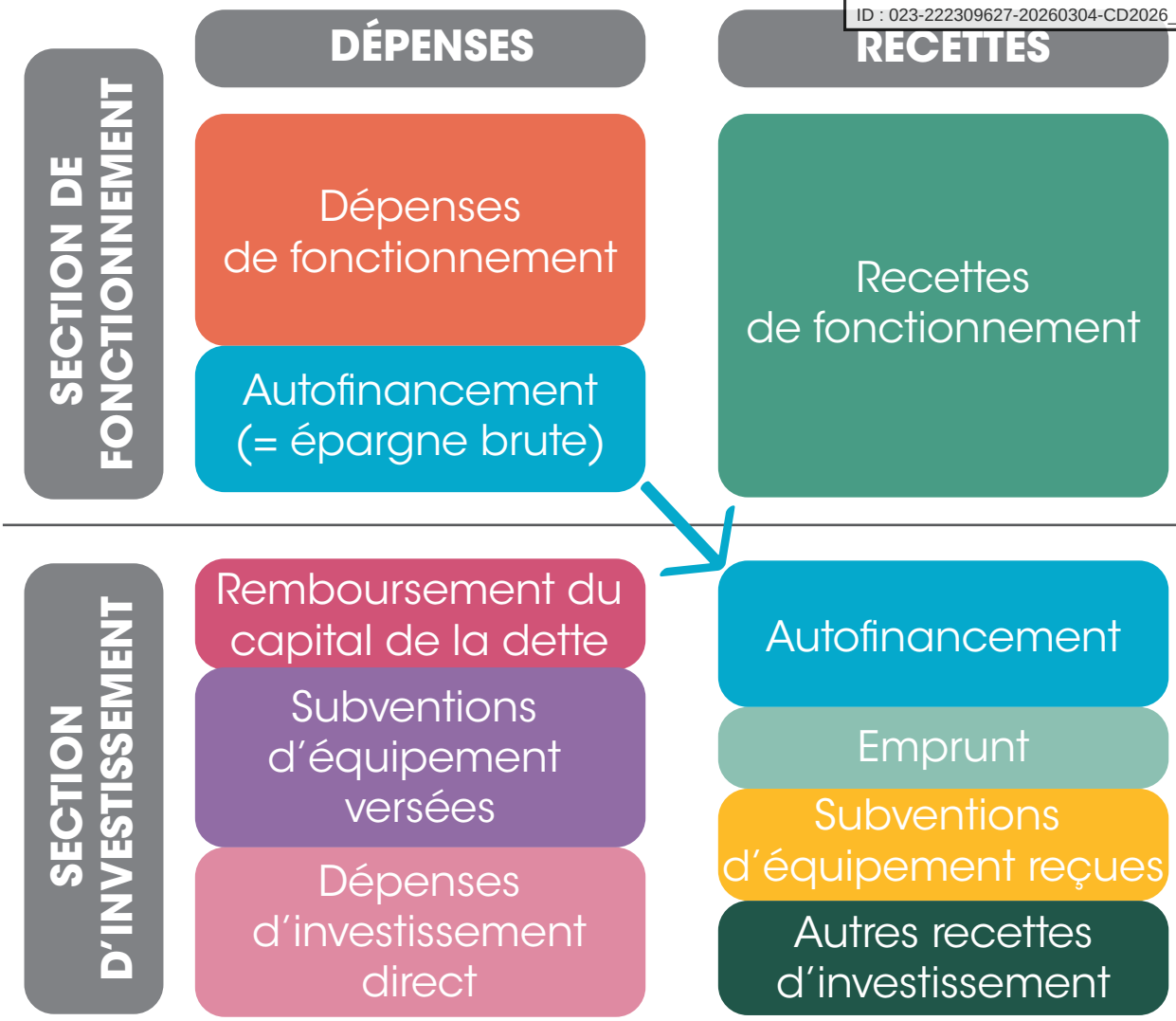
- **les crédits sont évalués de manière sincère**.

**L'épargne brute** (ou capacité d'autofinancement brute) est le flux de liquidités récurrent, dégagé par la section de fonctionnement sur l'exercice pour couvrir tout ou partie des dépenses d'investissement. Autrement dit, il s'agit de l'excédent dégagé annuellement entre les recettes réelles et les dépenses réelles de la section de fonctionnement. L'épargne brute témoigne à la fois de l'aisance de la section de fonctionnement et de la capacité à se désendetter et/ou à investir.

**L'épargne nette** (ou capacité d'autofinancement nette) se calcule en soustrayant à l'épargne brute le remboursement de l'annuité en capital des emprunts. Son montant reflète la part des recettes intégralement disponibles pour investir, après remboursement du capital emprunté. C'est un indicateur important de la santé financière d'une collectivité qui permet d'estimer la capacité de couverture des charges structurelles annuelles et les perspectives d'autofinancement des investissements.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE



Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 01

# LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE NATIONAL

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Les projections de croissance du PIB et de l'inflation sont des informations à considérer dans la mesure où elles conditionnent les rentrées fiscales de l'État et notamment la TVA ; recette transférée aux Départements en compensation de la perte du foncier bâti (2021) et de la CVAE (2023). Pour la Creuse, **cette ressource représente plus de 35 millions d'euros**, trois fois plus que les droits de mutation à titre onéreux. Ainsi, l'État nous transfère, chaque année **un montant de TVA calculé par rapport à l'année N-1** et non plus l'année en cours (loi de finances pour 2025).

Dans le **Projet de Loi de Finances** pour 2026 (PLF), **le taux de croissance du PIB est estimé à 1%** en volume en 2026. Ce résultat serait obtenu grâce à une accélération de la **consommation des ménages** ainsi qu'à **une reprise de l'investissement privé** (ménages et entreprises). D'après le haut conseil des finances publiques, cette prévision de croissance **« repose sur des hypothèses optimistes associant consolidation budgétaire importante et une accélération de l'activité ».** Les organismes auditionnés par ce haut conseil prévoient une croissance du PIB légèrement en dessous à 0,9%.

**L'indice des prix à la consommation** (hors tabac) **augmenterait de 1,3% en 2026** – 1,1% en 2025 – dans les prévisions du gouvernement. Ce résultat anticipé du taux d'inflation est jugé plausible par le haut conseil des finances publiques. D'après l'INSEE, les prix à la consommation ont cru de 0,9% sur un an en novembre 2025.

À noter que l'indicateur du climat des affaires, pouvant s'apparenter au moral des entrepreneurs, s'est amélioré en novembre 2025 en augmentant d'un point pour atteindre 98 et se rapprochant de la moyenne située à 100.

Pour les Départements, les **principales recettes visées par le PLF 2026** sont les suivantes :

• **gel de la TVA** : 2025 a inauguré cette mesure. 2026 devrait être également un exercice dans lequel la recette de TVA ne devrait pas progresser par rapport à 2025. Le manque à gagner pour la Creuse est de 0,350 M€ pour un point de croissance,

• **le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales** (DILICO) : ce procédé avait été mis en place en 2025. Il est reconduit en 2026. Il s'agit de prélever chaque catégorie de collectivité et de redistribuer cette manne l'année suivante sur trois années. Le Département n'est pas concerné compte tenu des critères d'éligibilité,

• **dotations versées par l'État** : la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) devrait diminuer au niveau national engendrant une baisse de 80 K€ pour le Département.

De plus, une mesure déjà introduite en 2025 par **décret n°2025-86 va alourdir nos charges de personnel jusqu'en 2028**. Il s'agit de la hausse de **3 points du taux de cotisation employeur de la CNRACL** à des fins de rééquilibrage des comptes de cet organisme de retraite. Cette mesure dans les comptes de la Creuse va peser environ **0,450 M€ en 2026**, après 0,6 M€ en 2025.

Afin de contrebalancer ces effets négatifs sur les comptes des collectivités locales et des Départements en particulier, a été intégré dans le PLF 2026, **un fonds de sauvegarde** – déjà introduit en 2024 et abandonné en 2025 – **devant rapporter au Conseil départemental, selon les hypothèses, entre 5 et 7 M€.**

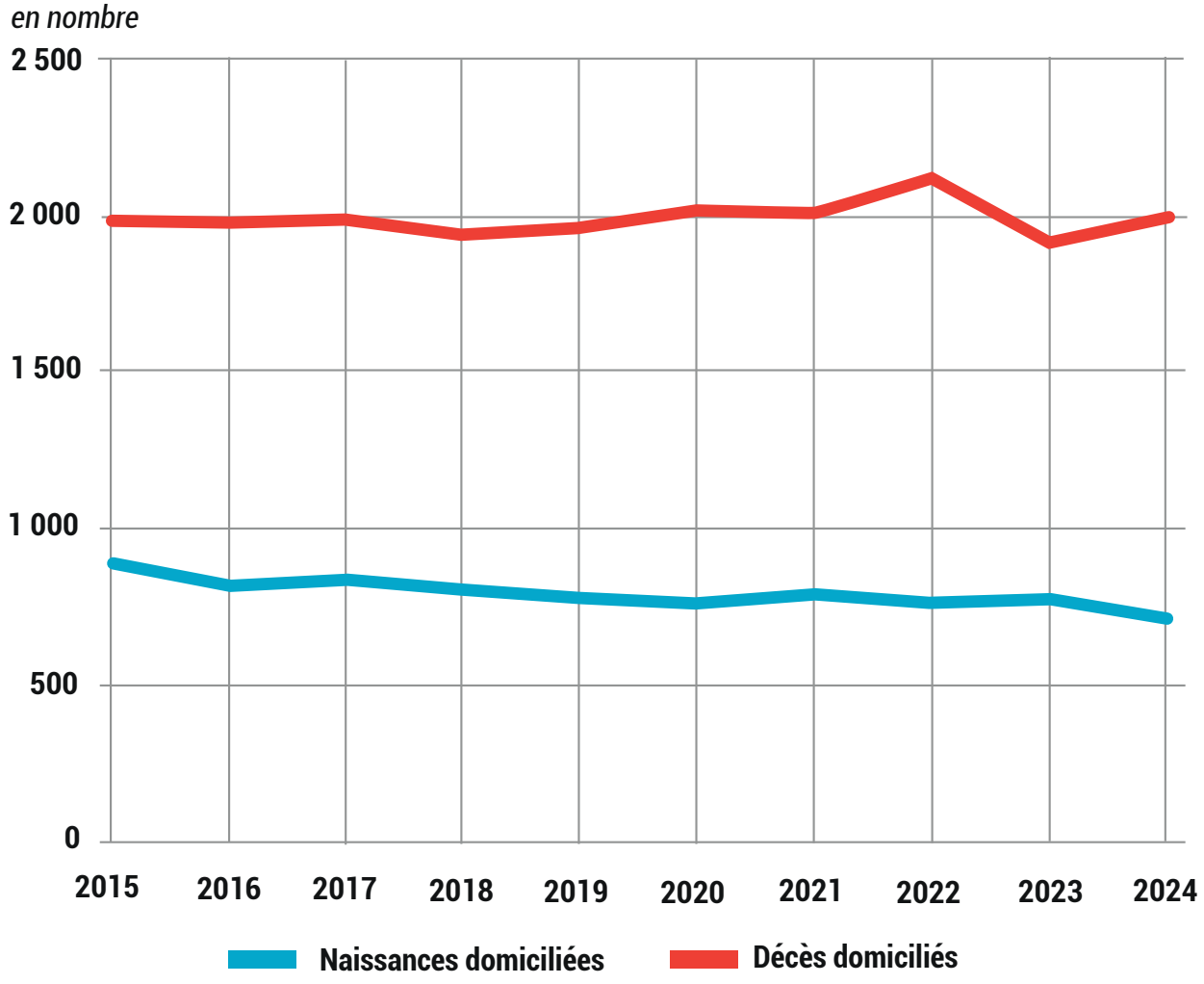
Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL LOCAL

## DÉMOGRAPHIE

**Le nombre d'habitants de la Creuse a diminué au dernier recensement**. Ainsi, ils étaient 115 527 habitants en 2023 contre 118 638 habitants en 2017, soit une baisse de 3 111 habitants en 6 ans. La Creuse fait face à un solde naturel négatif avec **davantage de décès que de naissances** et une évolution à la baisse, depuis 2015, du nombre de naissances alors que les décès sont restés stables. Selon les projections de l'INSEE, **le département compterait 104 000 habitants à l'horizon 2040.**



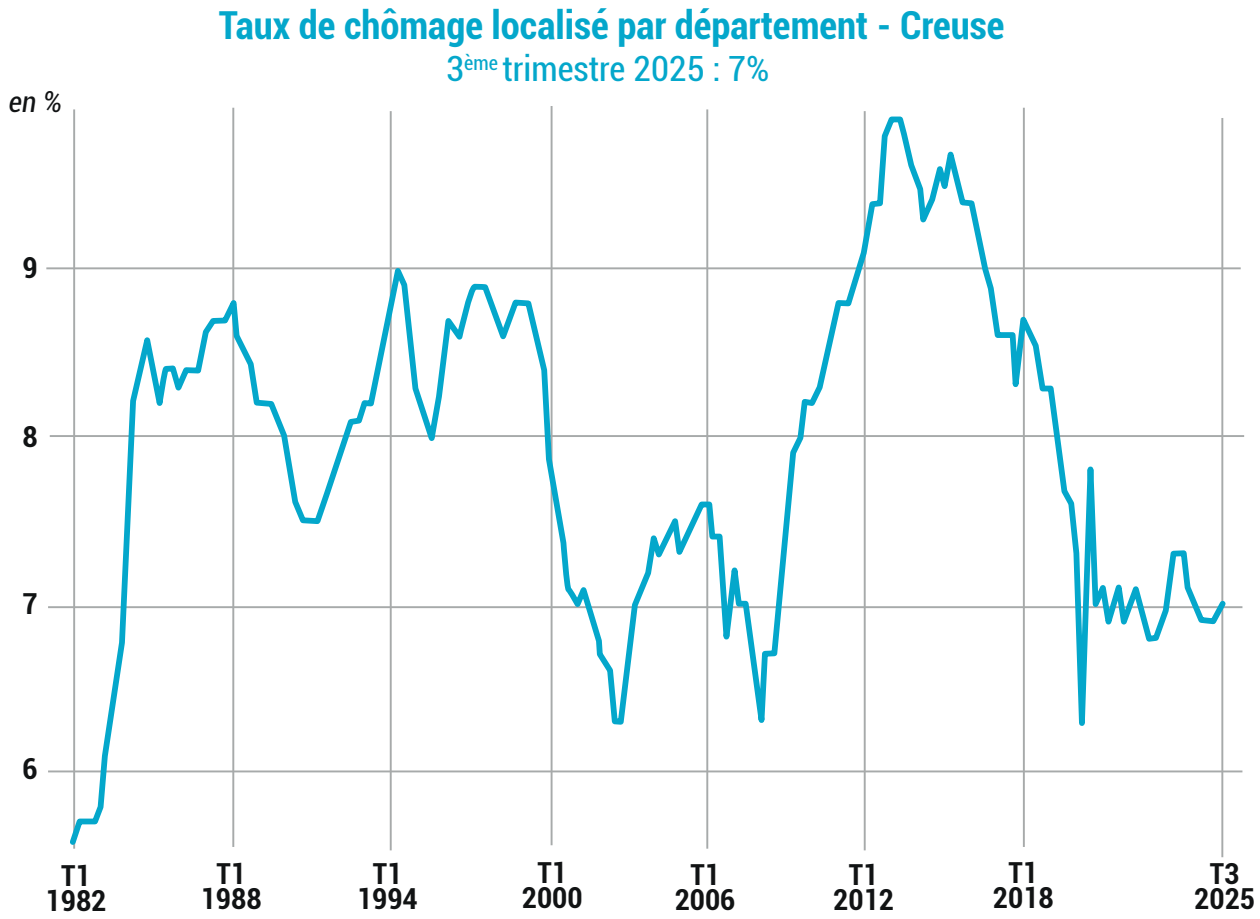

En 2022, **les plus de 75 ans** représentent en France près de **10% de la population** totale. **En Creuse, ce chiffre est de 15,2%.**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## CHÔMAGE

Le **taux de chômage en Creuse atteint 7%** au troisième trimestre 2025 contre **7,7% sur le plan national.**



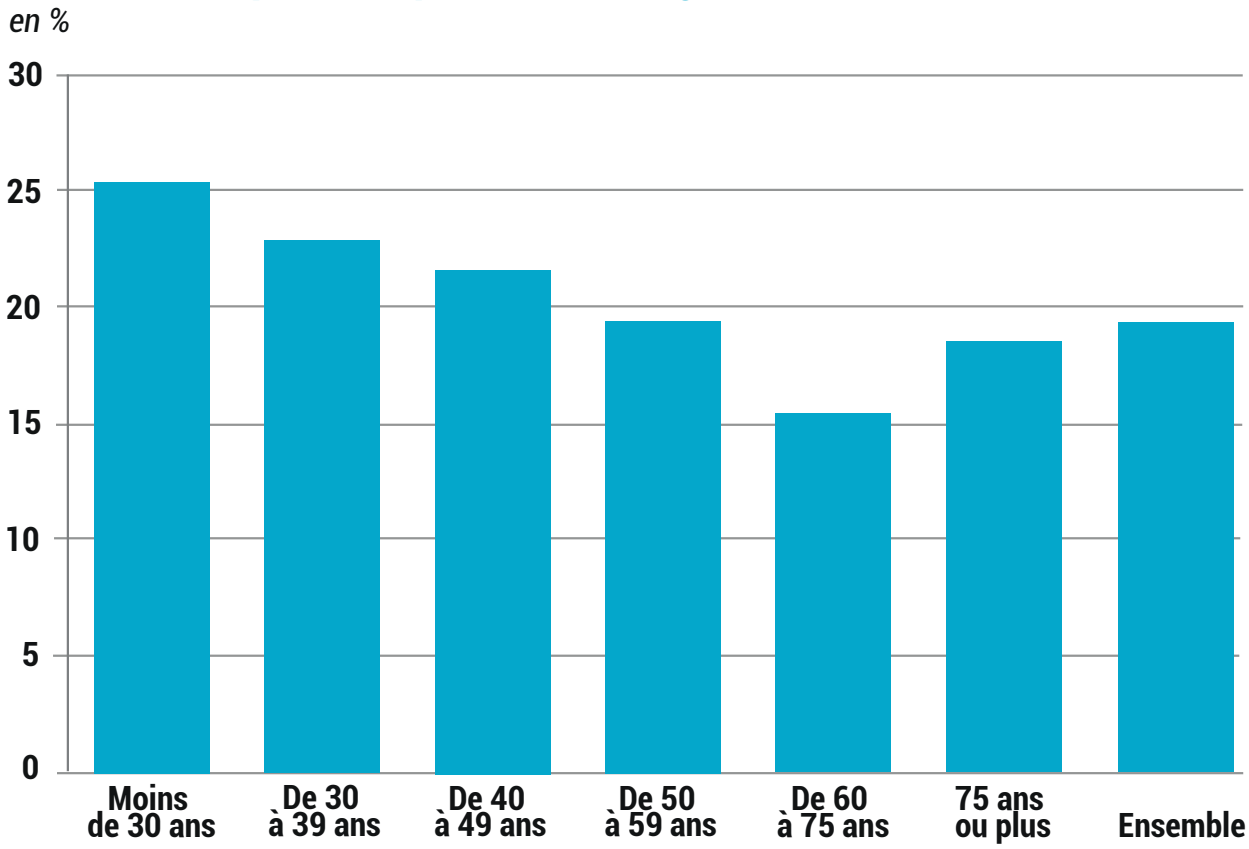
Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## PAUVRETÉ

Alors que le **taux de pauvreté monétaire atteint 15,3% en France** en 2021, **il est plus élevé en Creuse avec un chiffre de 19,2%.**

### Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2021



Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

02

# COMPRENDRE LE PASSÉ

## À TRAVERS L'ANALYSE RÉTROSPECTIVE 2022-2024

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Cette partie vise à présenter, d'une part, les **grandes tendances financières** observées au cours des années 2022-2024 et, d'autre part, à **comparer la situation du Département de la Creuse** à d'autres Départements comparables (départements de la même strate démographique), c'est-à-dire ceux **dont la population est inférieure ou égale à 250 000 habitants soit 17 départements** (chiffres issus des données 2024 de la direction générale des collectivités locales).

## EN SYNTHÈSE

### Épargne brute

- 2024 : **14 M€**
  **126,53 €/habitant**
- Évolution Épargne brute 2022-2024 :
  **- 8,6 M€**
- Moyenne de la strate et classement :
  **176 €/habitant**
  **13ème rang sur 17**

### Taux d'Épargne brute

- 2024 : **6,9 %**
- Évolution taux d'Épargne brute 2022-2024 : **- 4,6 points**
- Moyenne de la strate et classement :
  **12,4% / 15ème rang sur 17**

### Dépenses d'équipement

- 2024 : **23,8 M€**
- Évolution des dépenses d'équipement 2022-2024 : **+ 0,6 M€**
  **215 €/habitant**
- Moyenne de la strate et classement :
  **291 €/habitant**
  **14ème rang sur 17**

### Encours de la dette

- 2024 : **86 M€**
  **745 €/habitant**
- Évolution de l'encours de la dette 2022-2024 : **- 10 M€**
- Moyenne de la strate et classement :
  **567,9 €/habitant**
  **6ème rang sur 17**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

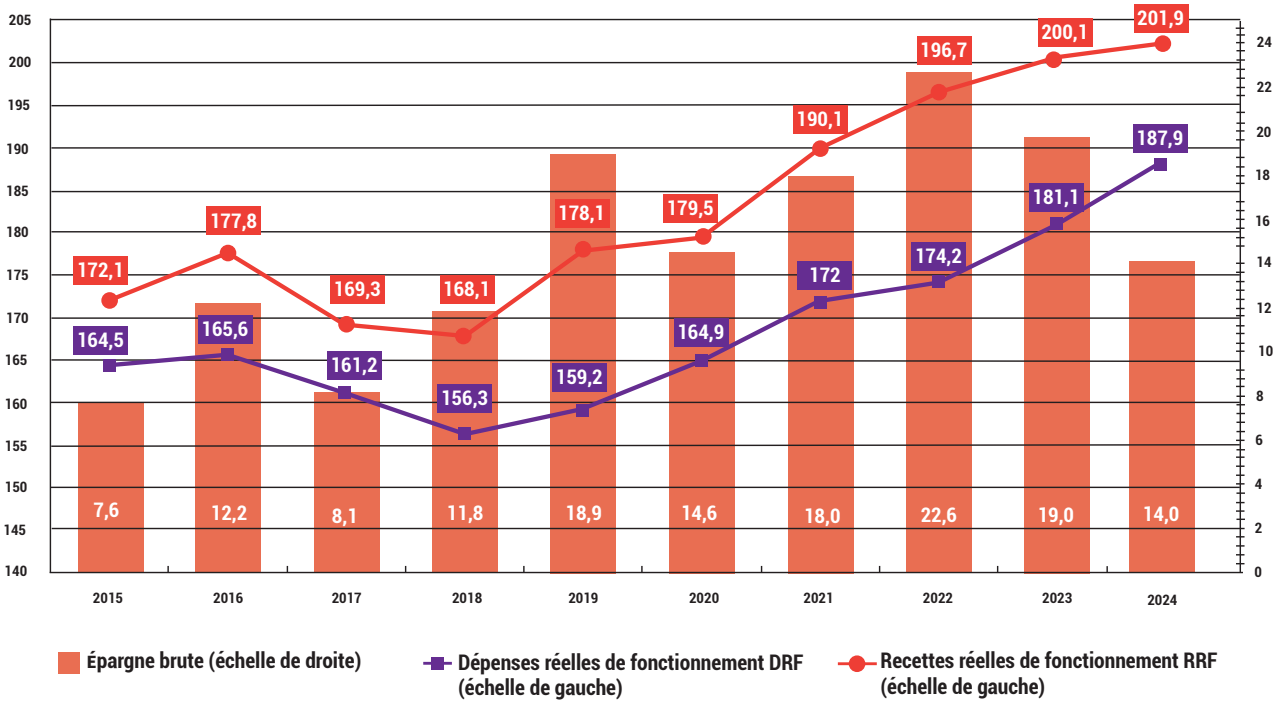
Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 1. L'ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE 2022-2024

## ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE

(recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement) SUR LA PÉRIODE 2015 - 2024

Données en M€ - source Comptes Administratifs




## 1.1. LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de fonctionnement atteignent **201,9 M€ en 2024, soit 5,2 M€ de plus qu'en 2022** sous l'effet d'une recette exceptionnelle à savoir le **fonds de sauvegarde de 4,9 M€ versé en 2024**.

### SE COMPARER : ET AILLEURS ?

Concernant les recettes de fonctionnement, **la Creuse est au 2ème rang avec 1 702,4 €/ habitant**. La moyenne se situe à 1 426,6 €/ habitant.

| Code | Territoire | Produits de fonctionnement (DGCL) dép. €/ PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| 48 | Lozère | 1 897,28 |
| **23** | **Creuse** | **1 702,38** |
| 15 | Cantal | 1 689,95 |
| 05 | Hautes-Alpes | 1 616,95 |
| 58 | Nièvre | 1 597,67 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 1 563,14 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 1 502,79 |
| 32 | Gers | 1 473,93 |
| 46 | Lot | 1 443,79 |
| 19 | Corrèze | 1 418,43 |
| 52 | Haute-Marne | 1 388,30 |
| 55 | Meuse | 1 382,12 |
| 09 | Ariège | 1 299,60 |
| 43 | Haute-Loire | 1 246,12 |
| 90 | Territoire de Belfort | 1 212,25 |
| 36 | Indre | 1 192,43 |
| 70 | Haute-Saône | 1 147,03 |
| **Moyenne pondérée** | | **1 426,64** |
| **Minimum** | | **1 147,03** |
| **Médiane** | | **1 443,79** |
| **Maximum** | | **1 897,28** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 1.2. LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

Les **dépenses réelles de fonctionnement** 2024 atteignent **187,9 M€**, soit 14,0 M€ de plus qu'en 2022 principalement à cause de la hausse :

- des **frais de séjour et d'hébergement** : **+6,1 M€**
- des **charges de personnel** : **+3,1 M€**
- de la **participation du SDIS** : **+1 M€**
- de la **PCH** : **+1,5 M€**
- des **participations et subventions versées** : **+2 M€**

### SE COMPARER : ET AILLEURS ?

La Creuse se place en tête en ce qui concerne le montant par habitant des **charges de fonctionnement** avec près de **1 576 €/habitant**. La moyenne est de 1 250 €/habitant.

| Code | Territoire | Charges de fonctionnement (DGCL) dép. €/ PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| **23** | **Creuse** | **1 575,85** |
| 48 | Lozère | 1 555,15 |
| 58 | Nièvre | 1 498,81 |
| 15 | Cantal | 1 487,18 |
| 32 | Gers | 1 376,75 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 1 329,54 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 1 299,69 |
| 46 | Lot | 1 295,18 |
| 05 | Hautes-Alpes | 1 271,28 |
| 55 | Meuse | 1 261,91 |
| 19 | Corrèze | 1 253,92 |
| 52 | Haute-Marne | 1 219,04 |
| 90 | Territoire de Belfort | 1 116,89 |
| 43 | Haute-Loire | 1 110,22 |
| 36 | Indre | 1 005,15 |
| 09 | Ariège | 991,18 |
| 70 | Haute-Saône | 988,97 |
| **Moyenne pondérée** | | **1 250,21** |
| **Minimum** | | **988,97** |
| **Médiane** | | **1271,28** |
| **Maximum** | | **1 575,85** |

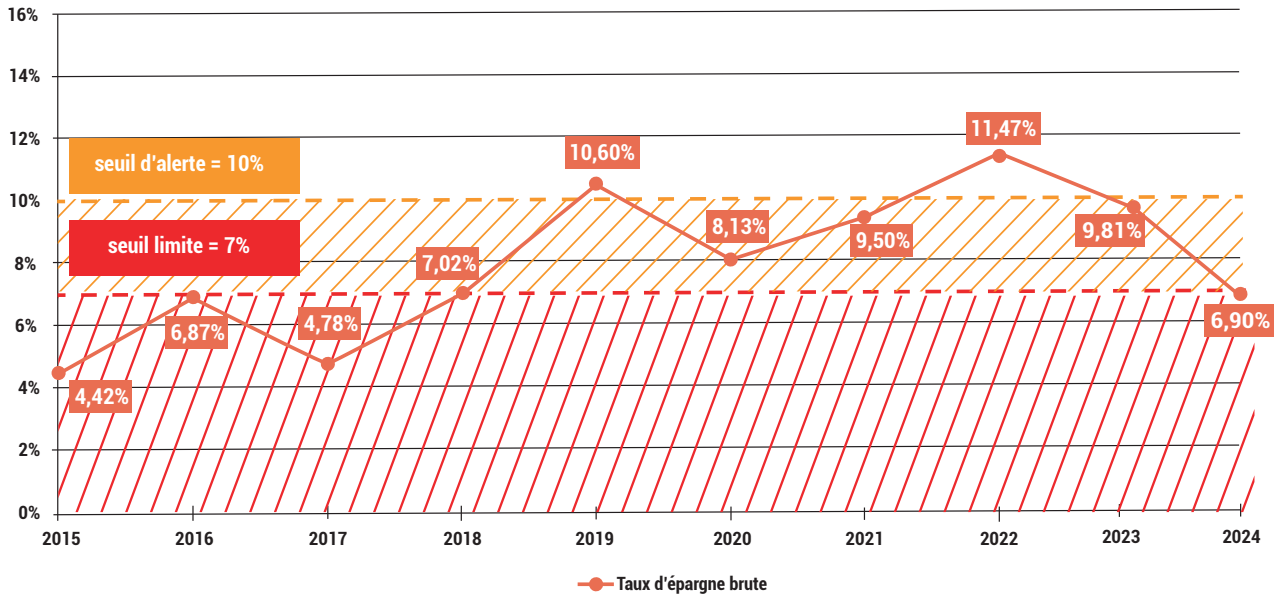
La Creuse est en deuxième position en matière de **dépenses de personnel (435,4 €/habitant)**, derrière La Lozère. La moyenne est de 336,7 €/habitant.

| Code | Territoire | Frais de personnel (DGCL) dép. €/ PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| 48 | Lozère | 455,77 |
| **23** | **Creuse** | **435,44** |
| 32 | Gers | 420,10 |
| 58 | Nièvre | 415,72 |
| 15 | Cantal | 380,53 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 376,95 |
| 46 | Lot | 357,93 |
| 09 | Ariège | 353,89 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 351,95 |
| 05 | Hautes-Alpes | 341,09 |
| 52 | Haute-Marne | 327,51 |
| 90 | Territoire de Belfort | 315,88 |
| 55 | Meuse | 307,73 |
| 19 | Corrèze | 303,61 |
| 70 | Haute-Saône | 263,04 |
| 36 | Indre | 250,97 |
| 43 | Haute-Loire | 238,17 |
| **Moyenne pondérée** | | **336,75** |
| **Minimum** | | **238,17** |
| **Médiane** | | **351,95** |
| **Maximum** | | **455,77** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Évolution des taux d'épargne (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) sur la période 2015-2024




## 1.3. L'ÉPARGNE BRUTE

**La faible évolution des recettes réelles de fonctionnement associée à la forte progression des dépenses réelles de fonctionnement** observée entre 2022 et 2024 vient dégrader fortement **l'épargne brute qui chute de 8,6 M€** sur la période. Elle se fixe à 14 M€ en 2024 contre 22,6 M€ en 2022.

Le **taux d'épargne brute** (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) atteint, en 2024, **6,9%**, en baisse par rapport à 2022 (11,47%) et **situé au niveau du seuil d'alerte.**

### SE COMPARER : ET AILLEURS ?

Pour ce qui est du **taux d'épargne brute** (ratio entre l'épargne brute et les produits réels de fonctionnement), **la Creuse arrive au 15ème rang avec 7,4%**, soit en dessous de la moyenne de 12,4%.

| Code | Territoire | Épargne brute / PRF (DGCL) dép. 2024 |
|---|---|---|
| 09 | Ariège | 23,73% |
| 05 | Hautes-Alpes | 21,38% |
| 48 | Lozère | 18,03% |
| 36 | Indre | 15,71% |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 14,94% |
| 70 | Haute-Saône | 13,78% |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 13,51% |
| 52 | Haute-Marne | 12,19% |
| 15 | Cantal | 12,00% |
| 19 | Corrèze | 11,60% |
| 43 | Haute-Loire | 10,91% |
| 46 | Lot | 10,29% |
| 55 | Meuse | 8,70% |
| 90 | Territoire de Belfort | 7,87% |
| **23** | **Creuse** | **7,43%** |
| 32 | Gers | 6,59% |
| 58 | Nièvre | 6,19% |
| **Moyenne pondérée** | | **12,37%** |
| **Minimum** | | **6,19%** |
| **Médiane** | | **12,00%** |
| **Maximum** | | **23,73%** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 1.4. L'ÉPARGNE NETTE

Le même constat peut être établi pour **l'épargne nette**, source de financement des dépenses d'équipement. Elle atteint un montant de **3,1 M€ en 2024, en baisse de 6 M€ par rapport à 2022.**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| Épargne nette du Département | 9 166 000 € | 7 745 000 € | 3 068 000 € |

### SE COMPARER : ET AILLEURS ?

En matière d'épargne nette, **la Creuse atteint 32,6 €/habitant, soit le 15ème rang.** La moyenne est de 108,1 €/habitant.

| Code | Territoire | Épargne nette (DGCL) dép. €/PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| 09 | Ariège | 307,48 |
| 48 | Lozère | 269,83 |
| 05 | Hautes-Alpes | 203,24 |
| 36 | Indre | 183,64 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 165,13 |
| 52 | Haute-Marne | 143,20 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 126,26 |
| 46 | Lot | 96,41 |
| 15 | Cantal | 94,65 |
| 70 | Haute-Saône | 89,38 |
| 43 | Haute-Loire | 82,76 |
| 55 | Meuse | 46,83 |
| 19 | Corrèze | 41,03 |
| 90 | Territoire de Belfort | 39,08 |
| **23** | **Creuse** | **32,56** |
| 32 | Gers | 27,09 |
| 58 | Nièvre | 9,82 |
| **Moyenne pondérée** | | **108,10** |
| **Minimum** | | **9,82** |
| **Médiane** | | **94,65** |
| **Maximum** | | **307,48** |

## 2. ÉVOLUTION DE LA DETTE

La trajectoire de désendettement se poursuit entre 2022 et 2024. **L'encours de la dette au 31/12/2024 est de 86 M€ soit une baisse de 10 M€ par rapport à 2022.**

| Encours au | Montant | % d'évolution |
|---|---|---|
| 31/12/2015 | 92 356 819,46 € | 5,18 % |
| 31/12/2016 | 93 406 575,04 € | 1,14% |
| 31/12/2017 | 94 779 475,12 € | 1,47% |
| 31/12/2018 | 97 451 480,00 € | 2,82% |
| 31/12/2019 | 99 600 698,21 € | 2,21% |
| 31/12/2020 | 100 806 891,82 € | 1,21% |
| 31/12/2021 | 98 964 000,95 € | -1,83% |
| 31/12/2022 | 96 268 137,87 € | -2,72% |
| 31/12/2023 | 93 035 065,33 € | -3,36% |
| 31/12/2024 | 86 164 805,33 € | -7,38% |
| **L'encours de 2024 est en dessous de celui de 2015** | | |

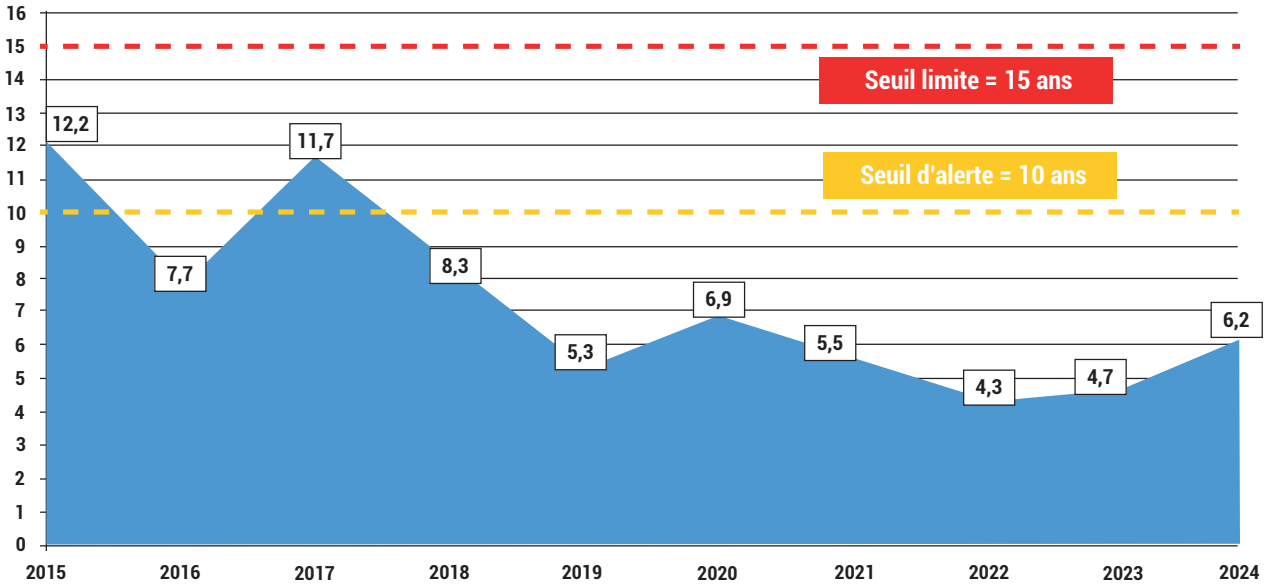
La capacité de désendettement qui était de 12,2 années en 2015 est désormais de **6,2 années fin 2024.**

Ce ratio traduit **la soutenabilité de la dette et permet de savoir en combien d'années l'encours de dette est couvert par l'épargne brute.** Ces indicateurs sont parmi ceux suivis par les organismes prêteurs pour évaluer la solvabilité de la collectivité.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## Ratio capacité de désendettement en nombre d'années (encours dette / épargne brute)




## SE COMPARER : ET AILLEURS ?

**La Creuse se situe au 6ème rang avec 745,7 €/habitant au niveau du ratio « encours de dette / population ».** Le montant moyen est de 567,9 €/habitant.

| Code | Territoire | Encours de la dette au 31/12 (DGCL) dép. €/ PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| 15 | Cantal | 1 194,05 |
| 58 | Nièvre | 981,69 |
| 05 | Hautes-Alpes | 896,59 |
| 19 | Corrèze | 877,26 |
| 55 | Meuse | 761,90 |
| **23** | **Creuse** | **745,69** |
| 32 | Gers | 699,68 |
| 90 | Territoire de Belfort | 619,93 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 585,80 |
| 70 | Haute-Saône | 535,76 |
| 48 | Lozère | 523,14 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 433,25 |
| 46 | Lot | 382,23 |
| 43 | Haute-Loire | 341,51 |
| 52 | Haute-Marne | 220,42 |
| 09 | Ariège | 3,86 |
| 36 | Indre | 0,01 |
| **Moyenne pondérée** | | **567,88** |
| **Minimum** | | **0,01** |
| **Médiane** | | **585,80** |
| **Maximum** | | **1 194,05** |

**La Creuse, avec 5,9 années de capacité de remboursement de la dette, est au 5ème rang.** La moyenne de la strate est de 3,2 années.

| Code | Territoire | Encours / Épargne brute (DGCL) dép. 2024 |
|---|---|---|
| 58 | Nièvre | 9,93 |
| 32 | Gers | 7,20 |
| 90 | Territoire de Belfort | 6,50 |
| 55 | Meuse | 6,34 |
| **23** | **Creuse** | **5,89** |
| 15 | Cantal | 5,89 |
| 19 | Corrèze | 5,33 |
| 70 | Haute-Saône | 3,39 |
| 05 | Hautes-Alpes | 2,59 |
| 46 | Lot | 2,57 |
| 43 | Haute-Loire | 2,51 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 2,51 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 2,13 |
| 48 | Lozère | 1,53 |
| 52 | Haute-Marne | 1,30 |
| 09 | Ariège | 0,01 |
| 36 | Indre | 0,00 |
| **Moyenne pondérée** | | **3,22** |
| **Minimum** | | **0,00** |
| **Médiane** | | **2,59** |
| **Maximum** | | **9,93** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 3. LES RECETTES ET LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Les **recettes d'investissement, hors emprunt 2024, atteignent 6,6 M€, soit 1,5 M€ de plus qu'en 2022** principalement à cause de la hausse de la Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental (DSID).

Les **dépenses d'équipement** 2024 atteignent **23,8 M€**, **soit 0,6 M€ de plus qu'en 2022** principalement à cause de la hausse de 2,3 M€ des subventions versées aux communes, EPCI et syndicats et, dans le même temps, une baisse du montant des travaux en maîtrise d'ouvrage de 1,3 M€.

## SE COMPARER : ET AILLEURS ?

Le **montant des dépenses d'investissement** (hors dette) constaté sur les comptes administratifs 2024 des départements de la strate affiche une moyenne à 291,3 €/habitant. **La Creuse atteint un niveau de 215,5 €/habitant, la plaçant à la 14ème place.**

| Code | Territoire | Dépenses d'investissement hors dette dép. €/ PopInseeDep 2024 |
|---|---|---|
| 05 | Hautes-Alpes | 566,97 |
| 48 | Lozère | 482,47 |
| 15 | Cantal | 426,04 |
| 09 | Ariège | 352,75 |
| 46 | Lot | 347,43 |
| 19 | Corrèze | 346,62 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 322,29 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 295,59 |
| 52 | Haute-Marne | 285,13 |
| 32 | Gers | 277,64 |
| 70 | Haute-Saône | 259,79 |
| 36 | Indre | 251,08 |
| 43 | Haute-Loire | 225,85 |
| **23** | **Creuse** | **215,49** |
| 55 | Meuse | 197,52 |
| 90 | Territoire de Belfort | 141,43 |
| 58 | Nièvre | 133,65 |
| **Moyenne pondérée** | | **291,31** |
| **Minimum** | | **133,65** |
| **Médiane** | | **285,13** |
| **Maximum** | | **566,97** |

En matière de **recettes réelles d'investissement** (hors emprunt), **le Département se situe à la 12ème place avec 57,1 €/habitant** pour une moyenne à 83,2 €/ habitant.

| Code | Territoire | Recettes d'investissement hors emprunt dép. €/ PopInseeDep2024 |
|---|---|---|
| 15 | Cantal | 178,72 |
| 32 | Gers | 162,93 |
| 05 | Hautes-Alpes | 160,49 |
| 48 | Lozère | 100,89 |
| 19 | Corrèze | 92,52 |
| 70 | Haute-Saône | 92,04 |
| 46 | Lot | 83,62 |
| 09 | Ariège | 69,14 |
| 43 | Haute-Loire | 66,12 |
| 36 | Indre | 66,01 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 64,91 |
| **23** | **Creuse** | **57,07** |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 56,92 |
| 55 | Meuse | 54,45 |
| 52 | Haute-Marne | 52,36 |
| 58 | Nièvre | 47,95 |
| 90 | Territoire de Belfort | 39,26 |
| **Moyenne pondérée** | | **83,22** |
| **Minimum** | | **39,26** |
| **Médiane** | | **66,12** |
| **Maximum** | | **178,72** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 4. LE RÉSULTAT GLOBAL DE CLÔTURE

Le **résultat global de clôture** est le résultat cumulé des **deux sections de fonctionnement et d'investissement.** Ce résultat sert également à financer les dépenses d'équipement lorsque les ressources propres, l'épargne nette et l'emprunt ne sont pas suffisants. **Il atteint 22,4 M€ en 2024 contre 32,4 M€ en 2022**.

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| Résultat global de clôture | 32 419 577 € | 32 852 400 € | 22 416 026 € |

## 5. CONCLUSION

**La dégradation de la situation financière du Département correspond aux constats établis par la Cour des Comptes**, dans son fascicule du 1er octobre 2025, qui dresse la situation financière 2024 des Départements qu'elle qualifie de **« dégradée »** avec les caractéristiques suivantes :

- une **épargne brute et une épargne nette en baisse** respectivement **de -22,7% et -39,2%** sous l'effet d'une augmentation des charges réelles de fonctionnement de 3,4% contre 0,8% des produits réels de fonctionnement. 12 Départements ont une épargne nette négative en 2024,

- **un taux d'épargne brute atteignant 7,6%** en moyenne, soit proche du seuil d'alerte,

- **une réduction de 3,7% des dépenses réelles d'investissement** (hors dette),

- **un recours accru à l'emprunt** ainsi qu'une élévation de la ponction du résultat global de clôture pour combler la baisse de l'autofinancement et financer ainsi l'investissement.

La Cour des Comptes souligne également l'inadéquation du système de financement des Départements :

**« En définitive, l'année 2024 souligne un peu plus encore le caractère inadapté du financement par les recettes cycliques et volatiles, que constituent les DMTO, des dépenses des départements, principalement constituées de dépenses sociales rigides et dynamiques. »**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 03

# LES GRANDES TENDANCES POUR 2025

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## EN SYNTHÈSE

**Épargne brute prévisionnelle 2025 : 16,6 M€**

**Taux d'épargne brute prévisionnel 2025 : 8,43%**

**Dépenses d'équipement prévisionnelles 2025 : 21,8 M€**

**Encours de la dette prévisionnel : 85,6 M€**

# 1. ÉPARGNE BRUTE

## 1.1. LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En 2025, **les recettes réelles de fonctionnement atteindraient 196,5 M€, soit une diminution de 5,3 M€** (-2,6% par rapport à 2024) sous l'effet du transfert de l'APA en établissement à partir du 1er juillet 2025.

Toutefois, à périmètre constant, **les recettes réelles de fonctionnement seraient stables** ce qui induirait une atonie des recettes réelles de fonctionnement alors qu'elles avaient progressé de 2,6% en 2024.

La chute des recettes anticipée suite à la **non-reconduction du fonds de sauvegarde de 4,9 M€ reçu en 2024** et à **la diminution de 2 M€ du fonds national de péréquation des DMTO** serait compensée par les augmentations suivantes :

- **CNSA : +3 M€** (fusion des fonds de concours en 2025 qui ne permet pas de repérer les écarts - manque de lisibilité du nouveau système),
- **TSCA** (Taxe Sur les Conventions d'Assurance) : **+1,5 M€** liés au dynamisme de cette taxe.

## 1.2. LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En 2025, **les dépenses réelles de fonctionnement atteindraient 180 M€**, soit une **diminution de 8 M€** (-4,2% par rapport à 2024) sous l'effet :

- **du transfert de l'APA** en établissement à partir du 1er juillet 2025 : -6,7 M€ des dépenses d'APA (chap 016), soit -21,3%,

- **de la maîtrise des dépenses de fonctionnement.**

Hors transfert de l'APA en établissement, **les dépenses réelles de fonctionnement baisseraient de -0,7% en 2025**, après +3,8% en 2024.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

### 1.3. L'ÉPARGNE BRUTE

Dans ces conditions, **l'épargne brute augmenterait en 2025, atteignant 16,6 M€** soit un supplément de 2,6 M€ par rapport à 2024. **Le taux d'épargne brute serait de 8,4%** en 2025, **sortant de la zone d'alerte**.

### 1.4. L'ÉPARGN

Le niveau d'autofinancement progresserait et notamment **l'épargne nette qui passerait de 3,1 M€ à 6,1 M€.**

| | CA 2024 | CA 2025 |
|---|---|---|
| TOTAL RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNELENT | 201 864 | 196 545 |
| | 2,61% | -2,63% |
| TOTAL DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | 187 926 | 179 971 |
| | 4,03% | -4,23% |
| ÉPARGNE BRUTE | 13 938 | 16 574 |
| | -9,67% | 18,91% |
| Remboursement du capital des emprunts (16) | 10 870 | 10 505 |
| ÉPARGNE NETTE | 3 068 | 6 069 |
| | -17,06% | 97,82% |
| | | |
| Épargne brute | 13 938 | 16 574 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 201 864 | 196 545 |
| TAUX D'ÉPARGNE BRUTE | 6,90% | 8,43% |

## 2. L'ÉTAT DE LA DETTE AU 31/12/2025

Les caractéristiques de l'encours de la dette sont les suivantes :

| | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|---|---|---|
| Encours | 86 164 805,14 | 85 660 135,70 |
| Nombre d'emprunts | 52 | 48 |
| Disponible ligne de trésorerie | 0,00 | 0,00 |
| Durée résiduelle | 12 ans et 2 mois | 11 ans et 7 mois |
| Vie moyenne résiduelle | 6 ans et 2 mois | 6 ans et 3 mois |
| Taux moyen annuel | 2,37% | 2,11% |
| Taux Actuariel Résiduel (TAR) | 1,87% | 1,81% |
| Taux de marché | 2,08% | 2,57% |
| Marge moyenne | 1,02% | 0,91% |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

À noter que **le remboursement du capital de la dette, grâce au désendettement, fléchit de près de 0,5 M€.** Ce désendettement se poursuit en 2025, puisque **10 M€ ont été empruntés alors que le remboursement du capital de la dette s'élève à 10,5 M€**. Cette somme empruntée représente [illegible] des dépenses d'équipement.

**La capacité de désendettement diminue à 5,2 années** contre 6,2 années en 2024 sous l'effet du renforcement de l'épargne brute.

Les **partenariats bancaires** sont diversifiés avec **10 établissements** présents comme suit :

| BANQUE | Capital restant dû au 31/12/2025 | % |
|---|---|---|
| La Banque Postale | 25 826 667,02 | 30,15% |
| Caisse d'Épargne | 23 453 712,14 | 27,38% |
| Crédit Agricole | 10 953 923,07 | 12,79% |
| Société Générale | 8 800 000,00 | 10,27% |
| Crédit Coopératif | 4 300 000,00 | 5,02% |
| Saar LB | 3 500 000,00 | 4,09% |
| Banque des Territoires | 3 137 500,00 | 3,66% |
| Crédit Agricole CIB | 2 888 333,47 | 3,37% |
| Crédit Mutuel | 2 350 000,00 | 2,74% |
| Sté de Fin. Local | 450 000,00 | 0,53% |
| **TOTAL** | **85 660 135,70** | **100,00%** |

La **dette du Département** est majoritairement orientée en **taux fixe** (60,8%) :

| Type de taux | Capital restant dû au 31/12/2025 | % |
|---|---|---|
| Fixe | 52 038 333,62 | 60,75% |
| Indexé | 33 471 802,08 | 39,08% |
| Structuré | 150 000,00 | 0,18% |
| **TOTAL** | **85 660 135,70** | **100,00%** |

**Plus de 75,3% de l'encours de dette est indexé sur un taux inférieur ou égal à 3% :**

| Tranche de taux | Capital restant dû au 31/12/2025 | % |
|---|---|---|
| 0-1% | 22 616 000,11 | 26,40% |
| 1-2% | 31 691 666,77 | 37,00% |
| 2-3% | 10 223 661,30 | 11,94% |
| 3-4% | 18 447 200,21 | 21,54% |
| 4-5% | 2 681 607,31 | 3,13% |
| **TOTAL** | **85 660 135,70** | **100,00%** |

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Depuis la crise des emprunts toxiques, **la grille d'analyse élaborée par Eric Gissler** dans le cadre de la charte de bonne conduite **permet d'apprécier le risque d'un encours de dette.**

### TABLEAUX DES RISQUES

| | Indices sous-jacents |
|---|---|
| 1 | Indices zone euro |
| 2 | Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices |
| 3 | Écarts d'indices zone euro |
| 4 | Indices hors zone euro. Écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro |
| 5 | Écart d'indices hors zone euro |

| | Structures |
|---|---|
| A | Taux fixe simple. Taux variable simple. Échange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Échange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) |
| B | Barrière simple. Pas d'effet de levier |
| C | Option d'échange (swaption) |
| D | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé |
| E | Multiplicateur jusqu'à 5 |

**99,8% de l'encours de dette est classé 1A. 0,2% de l'encours de dette est classé 1B. Les risques sont donc minimisés.**

## 3. LES RECETTES ET DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

**Les dépenses d'équipement, hors emprunt, atteignent 21,8 M€** et se répartissent comme suit :

- **16 M€ sur les dépenses d'acquisition de biens et de travaux en maîtrise d'ouvrage**,

- **5,8 M€ sur les subventions d'équipement versées aux communes et EPCI et établissement public.**

Le **niveau des recettes d'investissement** (subventions dont la Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental (DSID) et le FCTVA principalement) **s'est élevé globalement à 5,9 M€** dont 1,3 M€ de DSID. **Ces recettes financent 27% des dépenses d'équipement.**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 4. LE RÉSULTAT GLOBAL DE CLÔTURE

Le résultat global de clôture atteindrait, fin 2025, **22,4 M€ sur la base des dépenses et recettes réelles.**

| LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT | CA 2024 | CAA 2025 |
|---|---|---|
| Dépenses d'équipement brut (20, 204, 21 et 23) | 23 765 | 21 757 |
| 27 : autres immobilisations financières | 57 | 53 |
| Autres dépenses d'investissement ponctuelles | 302 | 124 |
| TOTAL À FINANCER EN INVESTISSEMENT | 24 124 | 21 934 |
| Subventions d'investissement encaissées | 4 278 | 3 530 |
| Ressources d'investissement propres (FCTVA...) | 2 325 | 2 382 |
| RESTE À CHARGE EN INVESTISSEMENT | 17 521 | 16 022 |
| Épargne nette | 3 068 | 6 069 |
| EMPRUNT À RÉALISER | 4 000 | 10 000 |
| Variation de l'excédent global de clôture | - 10 453 | 47 |
| Excédent global de clôture | 22 351 | 22 398 |
| | | |
| Encours de dette | 86 165 | 85 660 |
| Épargne brute | 13 938 | 16 574 |
| Capacité de désendettement | 6,18 | 5,17 |

En empruntant un montant équivalent à 2024 soit 4 M€, l'excédent global de clôture aurait chuté de 6 M€ pour atteindre 16 M€ et **aurait eu pour conséquence de restreindre davantage les ressources disponibles destinées à équilibrer le budget primitif 2026.**

## 5. CONCLUSION

**Les décisions prises pour maîtriser les dépenses réelles de fonctionnement associées à des recettes non prévues initialement, ont permis d'éviter la ponction sur l'excédent global de clôture comme ce fut le cas en 2024 et de maintenir nos capacités financières pour l'exercice 2026.**

*Publié sur [www.creuse.fr](http://www.creuse.fr) le 06/03/2026*

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 04

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2026

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

L'extrême volatilité des recettes et des dépenses constatées lors des précédents exercices budgétaires et la fragilité de nos indicateurs financiers nous amènent à la **plus grande prudence lors de l'élaboration de la prospective financière 2026-2027 et des orientations budgétaires 2026.**

## 1. LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE AU FIL DE L'EAU

| | CAA 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|
| TOTAL RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNELENT | 196 545 | 188 398 | 189 206 |
| | -2,63% | -4,15% | 0,43% |
| TOTAL DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | 179 971 | 177 422 | 180 805 |
| | -4,23% | -1,42% | 1,91% |
| ÉPARGNE BRUTE | 16 574 | 10 976 | 8 401 |
| | +18,91% | -33,78% | -23,46% |
| Remboursement du capital des emprunts (16) | 10 505 | 10 200 | 10 150 |
| ÉPARGNE NETTE | 6 069 | 776 | -1 749 |
| | +97,82% | -87,21% | -325,29% |
| | | | |
| Épargne brute | 16 574 | 10 976 | 8 401 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 196 545 | 188 398 | 189 206 |
| TAUX D'ÉPARGNE BRUTE | 8,43% | 5,83% | 4,44% |

Le scénario **au fil de l'eau se traduit par une baisse de l'épargne brute en 2027** (-8,1 M€ par rapport à 2025). De ce fait, **l'épargne nette est en territoire négatif et atteint -1,7 M€ en 2027 et contribue négativement au financement de l'investissement.**

Pour rappel, ce dernier est assuré par quatre sources :

- **l'épargne nette**,
- **les recettes d'investissement** (hors emprunt),
- **l'emprunt**,
- **le résultat global de clôture**.

Le **financement de l'investissement** se caractérise comme suit :

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

| LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT | CAA 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|
| Dépenses d'équipement brut (20, 204, 21 et 23) | 21 757 | 24 500 | 23 000 |
| 27 : autres immobilisations financières | 53 | 330 | 50 |
| Autres dépenses d'investissement ponctuelles | 124 | 0 | 0 |
| TOTAL À FINANCER EN INVESTISSEMENT | 21 934 | 24 830 | 23 050 |
| Subventions d'investissement encaissées | 3 530 | 3 000 | 3 000 |
| Ressources d'investissement propres (FCTVA...) | 2 382 | 2 000 | 2 000 |
| RESTE À CHARGE EN INVESTISSEMENT | 16 022 | 19 830 | 18 050 |
| Épargne nette | 6 069 | 776 | -1 749 |
| EMPRUNT À RÉALISER | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Variation de l'excédent global de clôture | 47 | -9 054 | -9 799 |
| Excédent global de clôture | 22 398 | 13 344 | 3 545 |
| | | | |
| Encours de dette | 85 660 | 85 460 | 85 310 |
| Épargne brute | 16 574 | 10 976 | 8 401 |
| Capacité de désendettement | 5,17 | 7,79 | 10,15 |

La **prospective au fil de l'eau** montre qu'avec **une progression des DRF (Dépenses Réelles de Fonctionnement) aux alentours de 2% par an** (+1,8% en 2026 et +1,9% en 2027) et **des dépenses d'équipement à 24,5 M€ en 2026**, **la situation financière n'est pas soutenable** à moyen terme puisque l'épargne brute ne couvre pas notre remboursement de la dette se traduisant par une épargne nette négative. En effet, le Département ne dégage plus assez de ressources pour financer l'investissement et ponctionne de façon croissante le résultat global de clôture.

## LES PRÉCONISATIONS POUR 2026 ET 2027

Pour ne pas se retrouver dans une situation de cessation de paiement (excédent global de clôture négatif), **il convient de limiter la hausse des dépenses réelles de fonctionnement** afin d'obtenir **une épargne brute plus élevée et accroître l'autofinancement**. Cette action préserve également le niveau de dépenses d'infrastructures et d'équipement à réaliser chaque année pour ne pas dégrader l'état du patrimoine mobilier et immobilier. **Les résultats stabilisés de 2025 ne doivent pas occulter la fragilité** observée sur notre capacité à dégager de l'épargne en fonctionnement, source essentielle pour continuer à investir et moderniser le patrimoine de la collectivité.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# 2. LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

**Le budget 2026 aura pour objectif de trouver un équilibre entre la réalité de la consommation 2025 et les nouveaux besoins 2026.** Il s'agit donc de contenir la dynamique des dépenses réelles de fonctionnement – dans un contexte de ressources atones – **afin de restaurer le niveau d'autofinancement** et ainsi financer l'investissement sans trop solliciter le résultat global de clôture.

## 2.1. SCÉNARIO D'ÉVOLUTION DES RECETTES RETENU

| Évolution des recettes | CAA 2025 | Budget 2026 | Évolution en % BP 2026/CAA 25 |
|---|---|---|---|
| DGF | 45 040 048 | 45 031 000 | +0% |
| Dotation de compensation APA-CNSA (Chap 016) | 11 554 869 | 5 140 252 | -56% |
| Fonds de péréquation DMTO | 11 308 620 | 12 000 000 | +6% |
| DMTO | 10 685 946 | 10 900 000 | +2% |
| TVA (2 fractions) | 35 157 651 | 34 850 000 | -1% |
| Taxe spéciale sur la convention d'assurance | 31 759 118 | 27 540 000 | -13% |
| Participation partenaires (Europe, État, Région, CNSA) | 11 401 109 | 10 085 879 | -12% |
| Fonds de sauvegarde | 0 | | |

## 2.2. SCÉNARIO D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES RETENU

| Évolution des dépenses | CAA 2025 | Budget 2026 | Évolution BP 2026 / CAA 25 |
|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 49 278 | 51 400 | +2 122 |
| Charges à caractère général | 15 998 | 17 026 | +1 028 |
| APA | 27 758 | 18 981 | -5 777 |
| RSA | 15 596 | 15 800 | +204 |
| Autres charges de gestion courante | 67 371 | 70 393 | +3 022 |
| Charges financières | 2 205 | 2 000 | -205 |

Le montant des crédits inscrits en **dépenses de fonctionnement en 2026** est **en augmentation par rapport au CAA 2025** mais reste contenu.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 2.3. SCÉNARIO DE GESTION DE LA DETTE RETENU

Les **10 millions de dette bancaire** mobilisés en 2025 ont permis **de conserver un excédent global de clôture** équivalent à celui de 2024. Ces emprunts viennent **financer les dépenses d'équipement** notamment en matière de bâtiments, de routes et d'aides aux communes.

Toutefois, si nous empruntons encore, en 2027, 10 M€, **nous recommencerons, en 2028, à nous endetter puisque le remboursement du capital sera moindre que le montant sollicité d'emprunt.** Dans ces conditions, et si l'on veut éviter la spirale de l'endettement, **il est impératif de diminuer le niveau emprunté** chaque année pour qu'il soit en dessous du remboursement du capital. C'est la raison pour laquelle, le montant emprunté serait au maximum de 8 M€ en 2026 puis 8 M€ en 2027.

## 2.4. DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT (HORS EMPRUNT) CONDITIONNÉES À LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

**Le pilotage fin de la section de fonctionnement pour contenir la dynamique des dépenses réelles de fonctionnement doit permettre de recouvrer une capacité à investir**. L'objectif est de maintenir un niveau d'investissement autour des 26 M€ qui se déclinerait comme suit :

- **Routes : 9,6 M€**
- **Bâtiment : 6 M€**
- **Outils de travail : 4 M€**
- **Aides aux communes, syndicats et autres partenaires : 5,5 M€**

## 2.5. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT ATTENDUES EN 2026

Les **recettes réelles d'investissement** (hors emprunt) s'appuient sur quatre composantes :

- **le FCTVA** : cette ressource est fonction des dépenses d'équipement réalisées en 2025. Ces dernières sont en baisse par rapport à 2024. Par conséquent la recette est évaluée à **2 M€**,

- **la DDEC** : la Dotation Départementale d'Équipement des Collèges devrait s'élever à **0,7 M€**, somme équivalente depuis 2008,

- le **produit des amendes de police** s'établirait à **0,7 M€**,

- la **Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements** (DSID) : en 2026, le chiffre de **1,5 M€** est retenu.

Au total, le **montant des recettes d'investissement** devrait atteindre globalement, en 2025, **5,2 M€**.

## 2.6. RÉSULTAT GLOBAL DE CLÔTURE

Afin de ne pas rentrer dans la spirale de l'endettement caractérisée par une hausse des intérêts à payer en fonctionnement et du remboursement du capital de la dette en investissement, **il conviendrait de diminuer notre emprunt et de ponctionner une partie sur notre excédent global de clôture.**

Pour information, **10 M€ empruntés représentent 500 000 €/an en remboursement de capital d'emprunt et 300 000 €/an en frais d'intérêts.**

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

## 3. EN CONCLUSION

**Les résultats stabilisés en 2025 par rapport à l'année 2024 en matière d'excédent global de clôture et d'épargne ne doivent pas faire oublier que la collectivité est fragile** structurellement sur deux plans :

• **Le taux d'épargne brute** : notre capacité à développer de l'autofinancement est réduite et ne nous permet pas de relâcher les efforts sur la section de fonctionnement – en endiguant l'évolution des dépenses et en anticipant mieux la volatilité des recettes – afin d'investir pour moderniser nos équipements et les outils de travail des agents,

• **L'endettement** : notre faible capacité d'autofinancement structurelle nous amène à mobiliser de la dette bancaire réduisant ainsi nos marges de manœuvre financières en fonctionnement et en investissement et conduisant à entrer dans la spirale de l'endettement.

Ce constat doit nous faire prendre conscience que la **maîtrise du fonctionnement** est un préalable nécessaire **pour renforcer l'épargne brute** pour investir davantage sans faire appel à l'emprunt au-delà de notre remboursement du capital de la dette. **C'est aussi un préalable pour retrouver une indépendance sur le plan financier** vis-à-vis des banques et sur le plan de la qualité des projets d'investissement pour développer le territoire.

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

Publié sur www.creuse.fr le 06/03/2026

Envoyé en préfecture le 06/03/2026
Reçu en préfecture le 06/03/2026
Publié le
ID : 023-222309627-20260304-CD2026_0013-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

*Direction de la Communication, de l'Attractivité et de l'Evènementiel- Crédits photos : Istock*

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CREUSE**
4 place Louis Lacrocq - BP 250 - 23011 Guéret Cedex
Tel. 05 44 30 23 23 - www.creuse.fr

la CREUSE le Département